TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

Publications
des Services économiques

Veille des Etats d'Europe centrale et balte

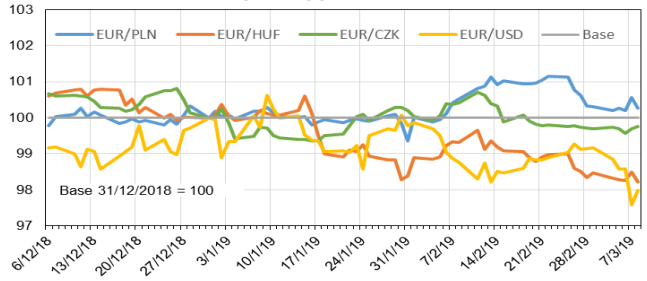
N° 5/2019

Du 1er au 13 mars 2019

Ensemble de la zone

MARCHES FINANCIERS

Evolution des devises à taux flottant de la zone par rapport à l'euro



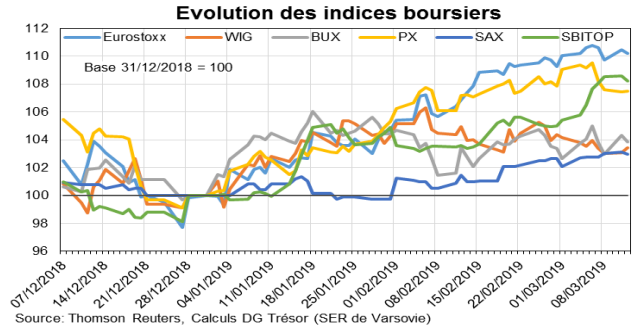
Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Clôtures au	12/03/2019	05/03/2019	Variation hebdomadaire	Depuis fin 2018
EUR/PLN*	4,2962	4,3	- 0,09%	+ 0,18%
EUR/HUF*	315,11	315,41	- 0,10%	- 1,81%
EUR/CZK*	25,659	25,62	+ 0,15%	- 0,15%
EUR/USD*	1,1288	1,1306	- 0,16%	- 1,58%
WIG20	59 653,56	59 743,42	- 0,15%	+ 3,40%
BUX	40 652,92	40 718,5	- 0,16%	+ 3,87%
PX	1 060,36	1 076,63	- 1,51%	+ 7,48%
Eurostoxx	3 041,36	3 053,55	- 0,40%	+ 10,19%
Spread PL-10	282,3	276,6	+ 5,7 pb	+ 21,9 pb
Spread HU-10	323,6	262,3	+ 61,3 pb	+ 43,8 pb
Spread CZ-10	184,3	174,3	+ 10 pb	+ 14,4 pb

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

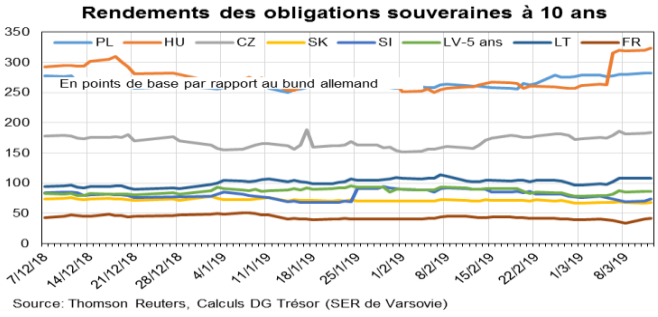
Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers



Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Rendements des obligations souveraines à 10 ans



Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

POLITIQUE MONETAIRE

Taux d'intérêt (%)							
Zone euro		**Rép. tchèque**		**Pologne**		**Hongrie**	
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	1,75	Taux de refinancement à 1 semaine*	1,50	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*	0,90
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,40	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,75	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,15
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,75	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,50	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine	0,90
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	2,00	Réserves obligatoires	3,50	Réserves obligatoires	2,00

* Taux directeur

Sources : Banques centrales

AFFAIRES EUROPEENNES

- **Les prix à la production industrielle ont augmenté de 3% dans la zone euro et de 2,9% dans l'UE à 28 en g.a en janvier 2019,** Eurostat le 4 mars. Entre janvier 2018 et janvier 2019 dans la zone euro, les prix à la production industrielle ont augmenté de 7,3% dans le secteur de l'énergie, de 1,7% pour les biens intermédiaires, de 1,4% pour les biens d'investissement ainsi que pour les biens de consommation durables et de 0,4% pour les biens de consommation non durables. Les prix dans l'ensemble de l'industrie à l'exclusion du secteur de l'énergie ont progressé de 1,2%. Dans l'UE, les prix à la production industrielle ont augmenté de 6,2% dans le secteur de l'énergie, de 2,1% pour les biens intermédiaires, de 1,7% pour les biens de consommation durables, de 1,5% pour les biens d'investissement et de 0,6% pour les biens de consommation non durables. Les prix dans l'ensemble de l'industrie à l'exclusion du secteur de l'énergie ont progressé de 1,5%. Les plus fortes hausses des prix à la production industrielle ont été enregistrées en Estonie (+7,4%), au Danemark (+6,8%), en Lettonie (+6,2%), à Chypre (+6,1%), en Hongrie (+6%), en Suède (5,5%), en Belgique (+5,4%) et en Roumanie (+5,3%), tandis qu'une seule baisse a été observée en Irlande (-0,1%).
- **Les prix à la production industrielle ont augmenté de 0,4% dans la zone euro et de 0,3% dans l'UE à 28 entre décembre 2018 et janvier 2019,** Eurostat le 4 mars. Entre décembre 2018 et janvier 2019 dans la zone euro les prix à la production industrielle ont augmenté de 0,6% pour les biens d'investissement, de 0,5% pour les biens de consommation durables, de 0,4% dans le secteur de l'énergie et de 0,3% pour les biens intermédiaires, tandis que les prix pour les biens de consommation non durables sont restés stables. Les prix dans l'ensemble de l'industrie à l'exclusion du secteur de l'énergie ont progressé de 0,3%. Dans l'UE, les prix à la production industrielle ont augmenté de 0,5% pour les biens d'investissement ainsi que pour les biens de consommation durables, de 0,4% dans le secteur de l'énergie, de 0,2% pour les biens intermédiaires et de 0,1% pour les biens de consommation non durables. Les prix dans l'ensemble de l'industrie à l'exclusion du secteur de l'énergie ont également progressé de 0,3%. Les plus fortes hausses des prix à la production industrielle ont été enregistrées aux Pays-Bas (+2%), en Estonie (+1,2%), en Grèce (+1,1%) et en République tchèque (+1%), tandis que des baisses ont été observées à Chypre (-1,1%), en Belgique (-1%), en Finlande et au Royaume-Uni (-0,1% chacun).
- **La croissance du volume des ventes du commerce de détail atteint 2,2% dans la zone euro et 2,5% dans l'UE à 28 en g.a en janvier 2019,** Eurostat le 5 mars. Entre janvier 2018 et janvier 2019 dans la zone euro, le volume des ventes du commerce de détail a progressé de 4,3% pour les carburants, de 2,2% pour le secteur « Alimentation, boissons, tabac » et de 1,7% pour le secteur non-alimentaire. Dans l'UE, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 4,4% pour les carburants, de 2,4% pour le secteur « Alimentation, boissons, tabac » et de 2,3% pour le secteur non-alimentaire. Les plus fortes hausses du volume des ventes du commerce de détail ont été enregistrées en janvier 2019 en Slovénie (+11% en g.a), en Irlande (+8,1%), en Roumanie (+6,7%), en Lituanie (+5,9%), au Portugal (+5,6%), en Estonie (+5,5%) et en Hongrie (+5,3%), tandis que des baisses ont été relevées en Finlande (-1,3%) et au Danemark (-0,3%).
- **La croissance du volume des ventes du commerce de détail entre décembre 2018 et janvier 2019 atteint 1,3% dans la zone euro et 1,1% dans l'UE à 28,** Eurostat le 5 mars. En un mois dans la zone euro, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 1,7% pour le secteur non-alimentaire, de 1,6% pour les carburants et de 0,6% pour le secteur « Alimentation, boissons, tabac ». Dans l'UE, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 1,5% pour le secteur non-alimentaire, de 1,2% pour les carburants et de 0,8% pour le secteur « Alimentation, boissons, tabac ». Les plus fortes hausses des ventes du commerce de détail ont été enregistrées en Allemagne et à Malte (+3,3% chacune), en Estonie et en Roumanie (+1,9% chacune), au Portugal (+1,5%) et en Slovaquie (+1,3%), tandis que des baisses ont été observées en Finlande (-2,1%), en Slovénie (-1%), au Danemark et en Autriche (-0,7%) et en Belgique (-0,4%).
- **36% des cadres dans l'UE à 28 sont des femmes en 2017, soit une part stable depuis 2012,** étude d'Eurostat publiée le 7 mars à l'occasion de la journée internationale de la femme. Les femmes représentent actuellement 27% des membres de conseils d'administration et 17% des cadres dirigeants dans l'UE. La Lettonie est actuellement le seul pays où les femmes sont majoritaires parmi les cadres (56% en 2017) ; les

autres pays où les femmes sont les plus représentées dans les fonctions de cadres sont la Bulgarie et l'Estonie (49% chacune), la Pologne et la Slovénie (47% chacune), la Hongrie (43%), la Lituanie et la Suède (42% chacune), l'Irlande (41%) et la Slovaquie (40%). A l'inverse, les femmes constituent moins d'un tiers des cadres au Luxembourg (15%), à Chypre (23%), en Tchéquie, au Danemark, en Italie et aux Pays-Bas (29% chacun), en Allemagne (30%), ainsi qu'en Grèce et en Autriche (32% chacune). La France affiche la plus forte proportion de femmes dans les conseils d'administration (44%), devant l'Italie et la Suède (36% chacune), la Finlande (35%) et l'Allemagne (34%). A l'inverse, les femmes étaient les moins représentées dans les conseils d'administration des grandes entreprises cotées en bourse en Estonie (8%), en Grèce (9%), à Malte (10%), à Chypre, en Lituanie et en Roumanie (11% chacune), au Luxembourg (13%), en République tchèque (14%), en Bulgarie et en Hongrie (15%), en Croatie (17%) et en Irlande (19%). Dans l'UE à 28, 27% des membres des conseils d'administration sont des femmes en 2017, une part en progression de 9pp depuis 2013. 17% des cadres dirigeants des grandes entreprises cotées en bourse sont des femmes dans l'UE en 2017, soit une hausse de 5pp par rapport à 2013. Cette part est la plus élevée en Lituanie (28%), en Bulgarie et en Lettonie (27% chacune) et en Roumanie (25%), à l'inverse elle est la plus faible en Autriche (5%), en République tchèque (6%), en Italie (9%), au Portugal (10%), au Danemark (11%), au Luxembourg, en Hongrie et en Pologne (13% chacun), en Belgique, en Allemagne et en Espagne (14% chacune) et à Chypre (15%).

- **La croissance du PIB atteint 1,1% dans la zone euro et 1,4% dans l'UE à 28 en g.a au quatrième trimestre 2018,** Eurostat le 7 mars. Cette tendance marque un ralentissement de l'activité économique, puisqu'au troisième trimestre 2018 la croissance du PIB avait atteint 1,6% dans la zone euro et 1,8% dans l'UE. Comparé au troisième trimestre 2018, les plus forts taux de croissance du PIB ont été enregistré au quatrième trimestre 2018 en Estonie (2,2%), en Lituanie (+1,3%), en Lettonie et en Suède (+1,2% chacune) ; la Grèce et l'Italie ont enregistré une croissance négative (-0,1% chacune) et le PIB en Allemagne est resté stable. Au quatrième trimestre 2018 en g.a, les plus forts taux de croissance du PIB ont été enregistrés en Lettonie (5,6%), en Hongrie (4,9%), en Pologne (4,6%) et en Estonie (4,3%). Sur l'ensemble de l'année 2018, la croissance du PIB a atteint 1,8% dans la zone euro et 1,9% dans l'UE à 28.
- **La croissance de l'emploi atteint 1,3% dans la zone euro et 1,4% dans l'UE à 28 en g.a au quatrième trimestre 2018,** Eurostat le 7 mars. Comparé au troisième trimestre 2018, les plus fortes croissances de l'emploi au quatrième trimestre 2018 ont été enregistrées en Estonie (+1,7%), en Finlande et en Suède (+0,8% chacune), en Espagne et en Slovénie (+0,7% chacune), tandis que des baisses ont été relevées en Pologne (-1,2%), en Lettonie (-0,6%), ainsi qu'en Bulgarie et en Italie (-0,2% chacune), à comparer avec la croissance moyenne de 0,2% dans l'UE et 0,3% dans la zone euro. Au quatrième trimestre 2018 en g.a, les plus fortes croissances de l'emploi ont été enregistrées en Slovénie (2,8%), en Irlande et en Finlande (2,6% chacune), en Espagne (2,3%), en Hongrie (2,2%), en Suède et aux Pays-Bas (2,1% chacun), tandis qu'une baisse a été observée en Bulgarie (-0,8%). Sur l'ensemble de l'année 2018, l'emploi a progressé de 1,5% dans la zone euro et de 1,3% dans l'UE (contre 1,6% dans les deux zones en 2017).
- **Le volume de la production industrielle a diminué de 1,1% dans la zone euro et de 0,4% dans l'UE à 28 en janvier 2019 en g.a,** Eurostat le 13 mars. Dans la zone euro, la production a diminué de 3,0% pour les biens d'investissement, de 1,8% pour les biens intermédiaires et de 1,2% pour les biens de consommation durables, tandis que la production a augmenté de 0,7% pour les biens de consommation non durables et de 4,0% pour l'énergie. Dans l'Union européenne, la production a reculé de 2,4% pour les biens d'investissement, de 1,2% pour les biens intermédiaires et de 0,1% pour les biens de consommation durables, tandis que la production a progressé de 1,4% pour les biens de consommation non durables et de 2,9% pour l'énergie. Les plus fortes hausses de la production industrielle ont été enregistrées en janvier en Slovaquie (+7,1% en g.a), en Pologne (+6,2%), en Lituanie (+5,9%), en Slovénie (+5,7%) et en Hongrie (+5%), tandis que les baisses les plus marquées ont été enregistré en Irlande (-6,2%), au Luxembourg (-4,2%), en Allemagne (-3,4%) et au Portugal (-3%).
- **Le volume de la production industrielle a progressé entre décembre 2018 et janvier 2019 de 1,4% dans la zone euro et de 1% dans l'UE à 28,** Eurostat le 13 mars. Dans la zone euro, la production a augmenté de 2,4% pour l'énergie, de 2,0% pour les biens de consommation non durables, de 1,1% pour les

biens de consommation durables, de 0,9% pour les biens d'investissement et de 0,2% pour les biens intermédiaires. Dans l'Union européenne, la production a progressé de 1,4% pour l'énergie, de 1,3% pour les biens de consommation durables, de 1,0% pour les biens de consommation non durables, de 0,9% pour les biens d'investissement et de 0,3% pour les biens intermédiaires. Entre décembre 2018 et janvier 2019, les plus fortes hausses de la production industrielle ont été enregistrées en Irlande (+15,1%), en Croatie (+9,6%) et en Slovénie (+5,9%), tandis que les baisses les plus marquées ont été enregistrées au Danemark (-8,6%), en Lettonie (-3,6%) et en Roumanie (-1,5%).

Pologne

- **Le Ministère des Finances a lancé des consultations publiques sur le projet d'une nouvelle stratégie de développement des marchés de capitaux.** La stratégie, axée sur l'objectif d'améliorer la compétitivité et l'attractivité des marchés polonais, vise à augmenter le rôle du financement des entreprises, aujourd'hui marginal, par le marché des capitaux et à stimuler l'épargne de long terme des ménages. Outre la levée de certains obstacles réglementaires, le projet prévoit un particulier une série des mesures d'incitation fiscale telles que la réduction de l'impôt sur les dividendes de 19% à 9% (pour les bénéfices sur les investissements de capitaux maintenus pendant une période supérieure à 36 mois), la déductibilité du revenu imposables de l'intégralité des coûts liés à l'entrée de la société à la Bourse (y compris les droits de greffe, taxes notariales, frais des transactions à la Bourse…), l'exonération de l'impôt à la source d'intérêts au titre des euro-obligations admises sur les marchés réglementés de l'Union Européenne, la possibilité d'effectuer une compensation des pertes de capitaux dans le cas d'investissements liés à des instruments financiers avec les bénéfices au titre d'autres instruments financiers non-spéculatifs ou encore l'exonération, sous certaines conditions, de l'impôt sur le revenu des bénéfices au titre de la vente d'actions accordées aux salariés (y compris des programmes de motivation pour les cadres). La mise en œuvre de la stratégie sera supervisée par un représentant spécial du gouvernement.
- **Le Ministère des Finances a signé deux nouveaux contrats de prêts avec la Banque européenne d'investissement (BEI).** Les prêts, dont le montant total atteint 390 millions d'euros, permettront de soutenir les projets de modernisation effectués dans les hôpitaux universitaires à Gdansk et à Lublin. Pour rappel, la valeur des prêts accordés à la Pologne par la BEI depuis 1990 s'établissait à 68,5 milliards d'euros au 31 décembre 2018 d'après un communiqué du Ministère des Finances.
- **Le Conseil des Ministres a adopté un projet de loi visant à simplifier les modalités d'application des taux de TVA.** Le projet, à l'initiative du Ministère des finances, vise à unifier les taux d'imposition pour les différents types de marchandises. A titre d'exemple, les produits de boulangerie seront taxés à un taux unique de 5% au lieu de trois taux pratiqués aujourd'hui (5%, 8% et 23%) en fonction de la date limite de consommation. Les fruits tropicaux, aujourd'hui taxés à 8%, seront assujettis au taux de 5% comme les autres fruits. Les livres, y compris les e-books, seront taxés à 5%. Les produits de nutrition infantile, des couches et autres produits pour bébés (y compris sièges-auto) seront taxés à hauteur 5%, etc. Le Ministère des Finances souhaite également créer un service spécial dédié (Wiążąca informacja stawkowa - WIS) pour informer les entreprises concernés sur le juste taux de TVA à appliquer. L'impact budgétaire de la mesure, qui entrera en vigueur en deux étapes (en juin 2019 et en janvier 2020) n'a pas été communiqué.
- **Le Ministère des Finances publie un avertissement sur les pratiques de fraude fiscale.** Le Ministère a indiqué dans un communiqué que les services spécialisés dans la répression de la fraude assurent un suivi régulier des annonces portant sur la cession à titre onéreux de documents fictifs (factures) correspondant à des "coûts fiscaux". Le communiqué rappelle que la comptabilisation de telles factures fictives, visant à diminuer l'impôt dû au régime de la TVA et de l'impôt sur les sociétés, est passible d'une peine de 6 mois à 25 ans de prison.
- **Le Ministère des Finances a signé un accord avec le groupe Roche portant sur la coopération dans le domaine de la pharmacie, de la biotechnologie et de la bio-informatique**. L'ouverture à Varsovie d'un "Procurement Hub" est par ailleurs prévue prochainement, il s'occupera du traitement des commandes passées aux différents bureaux de Roche en Europe. Dans un premier temps, cent emplois seront créés. Le

groupe japonais Olympus a créé un centre de support et de services communs à Wroclaw. Le bureau polonais d'Olympus Business Services Europe prévoit de recruter deux cents personnes.

- **Le taux de chômage reste stable à 6,1% de la population active fin février 2019, Ministère du travail.** Comparé à février 2018, le taux de chômage a diminué de 0,7pp. Le nombre des demandeurs d'emploi atteint 1,02 million fin février 2019, soit une baisse de 109 000 personnes en l'espace d'un an. Le taux de chômage calculé par le Ministère et le Bureau du travail polonais est plus élevé que celui calculé par Eurostat sur la base des critères du BIT servant aux comparaisons internationales. Calculé sur la base des critères du BIT, le taux de chômage s'élevait à 3,7% de la population active en Pologne en janvier 2019, bien en-dessous de la moyenne de 6,5% dans l'ensemble de l'UE à 28.
- **Les taux directeurs de la Banque Centrale polonaise (NBP) demeurent inchangés.** Le Conseil de la Politique monétaire (RPP) a décidé, mardi 5 mars, de laisser son taux directeur inchangé à 1,50% (en vigueur depuis le 5 mars 2015). Le taux de dépôt au jour le jour et le taux de prêt marginal (Lombard) restent également inchangés à respectivement 0,5% et 2,50%. Le communiqué publié à l'issue de la réunion du RPP anticipe un ralentissement économique chez les principaux partenaires de la Pologne, en particulier dans la zone euro. Compte tenu de la baisse des prix du pétrole, l'inflation reste faible (0,7% en janvier 2019 en g.a). En Pologne, l'activité est restée dynamique au quatrième trimestre 2018, tirée la consommation des ménages, qui progresse toutefois à un rythme moins rapide qu'au cours des trimestres précédents, et, dans une moindre mesure, par l'investissement (FBCF). La pression salariale sera probablement plus forte qu'en 2018 mais pour l'inflation et l'inflation sous-jacente reste modérées actuellement. D'après le communiqué du RPP, les perspectives d'évolution de la conjoncture économique en Pologne demeurent prometteuses même si un ralentissement est attendu dans les mois et trimestres à venir ; en conséquence l'inflation devrait rester en-dessous de la cible d'inflation de la banque centrale (2,5% par an avec une marge de fluctuation de +/- 1 point). La croissance du PIB polonais devant ralentir progressivement en 2019 et en 2020, la pression sur les prix sera d'autant plus faible. Le niveau des taux directeur est considéré par le RPP comme optimal.
- **La Banque Centrale polonaise (NBP) a relevé dans son rapport sur l'inflation publié le 11 mars 2019 sa prévision de croissance à 4% pour 2019 (+0,4pp par rapport à novembre 2018).** La prévision pour 2020 a été revue à la hausse de 0,3pp à 3,7%. Pour 2021, la NBP table sur une croissance de 3,5%. La croissance sera tirée principalement par la demande domestique, même si son rythme de croissance devrait toutefois ralentir (4,4% en 2019, 3,7% en 2020, 3,5% en 2021). On notera également que la NBP a revu sa prévision du taux d'inflation pour 2019 à la baisse, soit de 1,7% sur l'ensemble de l'année (contre 3,2% prévus en novembre dernier). Cette nette révision de la prévision d'inflation à la baisse est imputable à une hausse beaucoup plus faible que prévue des prix de l'énergie (1,2% en 2019 au lieu de 7,2% prévus en novembre 2018, à la suite de l'adoption fin 2018 d'une loi sur la stabilisation des prix de l'énergie). On notera par ailleurs que la Banque centrale table sur une croissance soutenue des salaires (6,8% en 2019, 6,5% en termes nominaux en 2020) dans le contexte d'un taux de chômage extrêmement faible (3,4% en 2019, 3,2% en 2020, 3,0% en 2021 sur la base des critères du BIT).
- **Le Président polonais Andrzej Duda a signé la loi du 21 février sur les modalités de gestion du patrimoine de l'Etat.** La loi renforce les prérogatives du Premier ministre dans la gestion stratégique des entreprises publiques et créée une entité hors budgétaire dénommé Fonds d'investissements financiers (Fundusz Inwestycji Kapitalowych) conçu comme un outil institutionnel permettant au Premier ministre d'effectuer des achats et cessions d'actions des entreprises publiques. Le financement du FIK sera assuré par la banque publique BGK (équivalent de la Caisse des dépôts en France). La loi introduit également le principe que les dépenses des entreprises publiques pour l'achat des services non-matériels (services juridiques, de marketing, de conseil, de relations publiques, etc.) doivent être approuvés par un organe de supervision dès lors que le montant annuel dépasse 500 000 PLN (116 500 euros). Enfin, la liste des entreprises publiques dont la vente des actions est interdite a été complétée des entreprises suivantes : CPK Sp. z o.o. (opérateur du futur aéroport central), PERN (société d'exploitation d'oléoducs), Poczta Polska (Poste polonaise), Polska Grupa Lotnicza (propriétaire direct de la compagnie aérienne LOT), PKP SA (opérateur des chemins de fer).

Hongrie

- **La croissance du PIB hongrois atteint 5,1% en g.a an quatrième trimestre 2018,** Office statistique hongrois (KSH) le 1er mars. Sur l'ensemble de l'année 2018, la croissance du PIB hongrois atteint 4,9% (supérieure de 0,1pp aux prévisions d'automne de la Commission européenne en novembre 2018). La croissance a été particulièrement équilibrée en 2018 dans tous les secteurs de l'économie ; la croissance ayant atteint 23% dans le secteur de la construction, 5,3% dans le secteur agricole, 4,4% dans les services et 3,2% dans l'industrie. La contribution à la croissance du PIB atteint respectivement 2,4pp pour les services, 0,8pp pour la construction, 0,7pp pour l'industrie et 0,2pp pour l'agriculture. Les dépenses de consommation finales des ménages ont augmenté de 4,6%, celles des administrations publiques de 2,1%, les exportations ont augmenté de 4,7% et les importations de 7,1%. Les dépenses de consommation ont contribué à la croissance à hauteur de 2,6pp, l'investissement à hauteur de 3,9pp tandis que les exportations nettes ont pénalisé la croissance à hauteur de 1,5pp.

- **La croissance du volume des prêts accordés aux entreprises atteint 13,6% en 2018, soit la croissance la plus rapide des dix dernières années,** Banque Centrale de Hongrie (MNB) le 4 mars. La croissance atteint 12% pour les prêts accordés aux petites et moyennes entreprises (PME). L'encours total des prêts accordés aux entreprises en Hongrie atteint près de 3400 milliards HUF (10,76 milliards d'euros) en 2018.

- **La Hongrie a enregistré un excédent de son commerce extérieur à hauteur de 393 millions d'euros sur le mois de décembre 2018,** KSH le 4 mars. Les exportations ont atteint 7,658 milliards d'euros (+2,5% en g.a) et les importations 7,265 milliards d'euros (+5,3% en g.a). La Hongrie a réalisé 80% de ses exportations et 74% de ses importations avec les Etats membres de l'Union européenne ; elle a enregistré sur le mois de décembre un excédent de son commerce extérieur à hauteur de 717 millions d'euros avec l'UE et un déficit de 324 millions d'euros avec le reste du monde. Pour rappel, l'excédent du commerce extérieur hongrois avait atteint 571 millions en décembre 2017. Sur l'ensemble de l'année 2018, les exportations hongroises ont atteint 104,885 milliards d'euros (+4,2% par rapport à 2017) et les importations hongroises ont atteint 99,327 milliards d'euros (+7,3% par rapport à 2017), portant l'excédent du commerce extérieur à 5,557 milliards d'euros (contre 8,078 milliards d'euros en 2017).

- **La Hongrie a enregistré un excédent de son commerce extérieur à hauteur de 382 millions d'euros sur le mois de janvier 2019,** KSH le 12 mars. Les exportations ont atteint 8,993 milliards d'euros (+6,4% en g.a) et les importations ont atteint 8,611 milliards d'euros (+9,7% en g.a) ; l'excédent du commerce extérieur est ainsi inférieur de 225 millions d'euros par rapport au niveau atteint en janvier 2018 et il s'agit du plus faible excédent enregistré pour un mois de janvier depuis 2013. La Hongrie a réalisé en janvier dernier 82% de ses exportations et 71% de ses importations avec les Etats membres de l'Union européenne.

- **La croissance du PIB hongrois devrait atteindre 3,5% en 2019,** prévisions de l'institut de recherche économique GKI publiées le 4 mars. La prévision de croissance GKI a été revue à la hausse de 0,1pp par rapport au mois de janvier dernier mais reste inférieure à la prévision du gouvernement hongrois, qui table sur une croissance de 3,9%. GKI anticipe une croissance du volume des investissements de 7% en 2019, contre 17% en 2018 ; la croissance devant rester au demeurant tirée par la demande intérieure (consommation des ménages avec des salaires en forte hausse) et par la demande extérieure en dépit d'un ralentissement économique à anticiper dans les Etats membres de l'UE. L'inflation devrait atteindre 3,5% en 2019 (contre 3% en 2018) d'après les prévisions de GKI.

- **Le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 5,4% en g.a en janvier 2019, atteignant 833,5 milliards HUF (2,64 milliards d'euros),** KSH le 5 mars. La hausse atteint respectivement 3,9% pour les produits alimentaires, 6,4% pour les produits non alimentaires et 7,2% pour le carburant. Pour rappel, le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 6,6% en 2018.

- **La pension de retraite moyenne atteint 130 491 HUF (414 euros) bruts mensuels en janvier 2019, soit une hausse de 4,3% en termes nominaux,** Trésor hongrois le 5 mars. Compte tenu de l'inflation qui

atteignait 2,8% en rythme annuel en janvier, la hausse des pensions de retraite en termes réels atteint 1,5% en g.a en janvier dernier. Les pensions de retraites sont actuellement payées aux 2,157 millions de retraités âgés de plus de 64 ans que compte la Hongrie ; l'âge légal de départ à la retraite augmente graduellement jusqu'à 65 ans en 2022.

- **Le volume de la production industrielle a enregistré une croissance de 4,4% en g.a en janvier 2019,** KSH le 7 mars. Comparé au mois de décembre 2018, la croissance du volume de la production industrielle atteint 0,6% sur le mois de janvier.

- **Les réserves de change de la Banque Centrale de Hongrie (NBH) s'élèvent à 26,343 milliards d'euros au 28 février 2019,** NBH le 7 mars. Au cours des douze derniers mois, les réserves de change de la NBH ont augmenté de 3,787 milliards d'euros ; comparé au niveau atteint fin janvier 2019, les réserves de change ont diminué de 280 millions d'euros au mois de février dernier.

- **L'inflation atteint 3,2% en rythme annuel en février 2019, soit une accélération de 0,5pp par rapport au mois de janvier dernier,** KSH le 8 mars. L'inflation est principalement tirée par la hausse des prix de l'alcool et duy tabac (+7% en g.a en février dernier) et de l'alimentation (+5,2%), alors que la hausse des prix de l'énergie a été contenue (1,6%). La hausse des prix des services s'établit à 2,7% en rythme annuel en février 2019. Pour rappel, le niveau de l'inflation est actuellement conforme à la cible de la NBH (3% par an avec une marge de fluctuation de +/- un point de pourcentage). Comparé au mois de janvier dernier, la hausse du niveau général des prix en Hongrie atteint 0,6% au mois de février.

- **L'excédent budgétaire de la Hongrie atteint 67,3 milliards HUF (213,5 millions d'euros) sur la période du 1er janvier au 28 février 2019,** Ministère des finances le 8 mars. Le budget hongrois a enregistré respectivement un excédent de 244,5 milliards HUF (775,6 millions d'euros) au mois de janvier et un déficit de 177,2 milliards HUF (562,1 millions d'euros) au mois de février. Pour l'ensemble de l'année 2019, le gouvernement hongrois anticipe un déficit budgétaire à hauteur de 998,4 milliards HUF (3,17 milliards d'euros), soit 1,8% du PIB.

- **Le profit net cumulé du secteur bancaire hongrois atteint 645,3 milliards HUF (2,05 milliards d'euros) sur l'ensemble de l'année 2018, soit une hausse de 9,6% comparé à 2017,** NBH le 12 mars. Les actifs totaux du secteur bancaire représentent 42 111 milliards HUF (113,8 milliards d'euros) au 31 décembre 2018, soit une hausse de 8% en un an. La NBH note qu'au cours de l'année 2018, la qualité du portefeuille global de prêts s'est nettement améliorée, le ratio de créances douteuses ayant reculé de 7,5% à 5,4%. Au 31 décembre 2018, le secteur bancaire est contrôlé à 55,4% par des capitaux hongrois et les ratios ROE et ROA du secteur s'établissent respectivement à 13,4% et 1,5%.

République tchèque

- **Les inégalités de salaire en République tchèque étaient les plus faibles de toute l'Union européenne en 2017.** Le salaire des 20% les plus riches de la population était 3,4 fois plus important que celui des plus 20% les plus pauvres, alors que le taux pour l'Union européenne est de 5,1. La République tchèque se caractérise aussi par le plus faible part de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale ; cette part atteignait 12,2% en 2017 en République tchèque contre 22% en moyenne dans l'UE. Une étude publiée par le Ministère du travail tchèque à l'occasion de la journée internationale de la femme (8 mars) montre que les inégalités de salaires hommes-femmes atteignent 20% en 2017 (soit l'un des plus grands écarts dans l'Union européenne) et que l'écart ne se réduit pas. Le Ministère du travail estime que les causes de la persistance de cette écart de salaires importants est la difficulté pour les femmes de concilier vie familiale et vie professionnelle et l'absence de transparence dans le système de rémunération. Les salaires des femmes dépassent ceux des hommes dans seulement de 2% des emplois et le plus souvent la différence se compte en quelques centaines de couronnes tchèques.

- **Près de la moitié des salariés tchèques veulent actuellement changer de travail,** résultats d'une étude de l'agence *Manuvia* publiés le 5 mars. La République tchèque est actuellement le pays de l'UE où le taux

de chômage est le plus faible (2,1% janvier 2019 au sens du BIT). La proportion de salariés désirant changer de travail est la plus élevée dans les régions de Prague, Karlovy Vary et Olomouc. Les personnes âgées de plus de 26 ans souhaitent changer de travail le plus souvent pour une meilleure rémunération tandis que les jeunes recherchent un travail plis intéressant et souhaite rompre avec la routine. L'étude montre que les tchèques sont encore plus nombreux que les dernières années à souhaiter changer de travail, même si les salaires devraient croître de 6,2% dans le secteur de production et de 4,8% dans les secteurs administratifs et techniques.

- **La Poste tchèque (Ceska Posta) va réduire le nombre de ses employés de 15% dans les années à venir et revaloriser les salaires de 10% d'ici la fin de l'année 2019.** La Poste tchèque emploie actuellement plus de 30 000 personnes ; les licenciements de 150 personnes en 2019 devraient permettre des économies de 120 millions CZK (4,7 millions d'euros) par an. Le salaire mensuel moyen des employés de la Poste tchèque était de 24 900 CZK (970 euros) bruts mensuels au troisième trimestre 2018, soit environ 7000 CZK (273 euros) de moins que la moyenne nationale en République tchèque. La Direction de la Poste tchèque espère sortir de la situation de déficit d'ici trois ans ; en 2018, la poste comptait 3200 bureaux à travers la République tchèque et la plupart étaient déficitaires.

- **Le taux de chômage atteint 3,2% de la population active fin février 2019, soit une baisse de 0,5pp en un an,** Bureau du travail tchèque le 8 mars. La République tchèque comptait ainsi quelques 241 417 chômeurs le 28 février 2019, soit le chiffre le plus faible depuis février 1997. Le nombre d'emplois vacants atteignait en revanche 333 111 postes au 28 février 2019. Le taux de chômage le plus faible était observé à Prague (1,9%) et le plus élevé en Moravie-Silésie (4,8%). On notera néanmoins que le taux de chômage calculé par le Bureau du travail tchèque diffère de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du BIT, utilisé pour les comparaisons internationales et qui s'établissait à 2,1% en janvier 2019.

- **Le salaire moyen s'établit à 33 840 CZK (1321 euros) bruts mensuels au quatrième trimestre 2018, soit une hausse de 6,9% en g.a en termes nominaux,** Office statistique tchèque (KSH) le 8 mars. Corrigée de l'inflation, la hausse moyenne des salaires en termes réels atteint 4,7% en g.a. D'un point de vue géographique, les salaires les plus élevés ont été à Prague (41 851 CZK/ 1634 euros bruts mensuels) et les plus faibles dans la région de Karlovy Vary (29 703 CZK/ 1160 euros bruts mensuels). KSH note que la croissance des salaires observée au quatrième trimestre 2018 est la plus modérée depuis le troisième trimestre 2017 (où elle avait atteint 6,1% en termes nominaux et 3,5% en termes réels).

- **L'inflation s'accélère à 2,7% en rythme annuel en février 2019, soit une hausse de 0,2pp par rapport à janvier dernier,** KSH le 8 mars. Cette accélération de l'inflation est imputable à la hausse des dépenses liées au logement, en février dernier la hausse des prix atteignait 8,9% pour l'électricité, 4,2% pour l'eau chaude et 3,6% pour le gaz, tandis que les prix des loyers ont augmenté de 3,8% en rythme annuel. Les prix de l'alimentation, qui avait baissé en rythme annuel en janvier dernier, ont aussi enregistré une hausse de 1,3% en rythme annuel en février.

Slovaquie

- **La consommation d'électricité en Slovaquie a chuté de 0,5% en 2018, atteignant 30,911 GWh,** opérateur électrique d'Etat SEPS le 5 mars. La baisse de la consommation d'électricité en Slovaquie marque un tournant après huit années consécutives de hausse depuis 2010. La production d'électricité slovaque a atteint 27,113 GWh en 2018 (-3,3% par rapport à 2017) et cette baisse de la production a été couverte par les importations d'électricité. Le plus grand producteur d'électricité en Slovaquie est *Slovenské elektrárne*, dont la production atteint 18,638 GWh en 2018 (-4,1% par rapport à 2017).

- **Le salaire moyen s'établit à 1101 euros bruts mensuels au quatrième trimestre 2018,** Office statistique slovaque le 7 mars. La croissance des salaires au quatrième trimestre 2018 atteint 5,2% en g.a en termes nominaux et 3,3% en termes réels. Sur l'ensemble de l'année 2018, le salaire moyen atteint 1013 euros

bruts mensuels en Slovaquie, soit une hausse de 6,2% en termes nominaux et de 3,6% en termes réels par rapport à 2017. Le taux de chômage s'établit à 6,1% sur l'ensemble de l'année 2018.

- **La croissance du PIB slovaque a atteint 4,1% en 2018,** Office statistique slovaque (SU) le 7 mars. Une analyse des données trimestrielles montre néanmoins que le ralentissement économique s'amorce dans le pays à la fin de l'année ; la croissance du PIB ayant décéléré de 4,6% en g.a au troisième trimestre à 3,6% au quatrième trimestre. La croissance devrait ralentir en Slovaquie en 2019. L'OCDE a revu ses prévisions de croissance à la baisse le 6 mars ; la croissance devrait atteindre 3,3% en 2019 et 3,4% en 2020, soit respectivement 0,2pp et 0,1pp que prévus en novembre dernier. Les deux principales raisons de cette révision à la baisse des prévisions sont les incertitudes liées au Brexit et le risque de tensions commerciales avec les Etats-Unis.

- **La construction de 6 815 appartements à travers le pays a débuté au cours du quatrième trimestre 2018, soit une hausse de 29% en g.a,** SU le 7 mars. Le nombre d'appartements livrés au quatrième trimestre 2018 atteint 6 413, soit une hausse de 13% en g.a. Parmi les appartements livrés au quatrième trimestre 2018, 36% d'entre eux se situaient à Bratislava.

- **L'écart de salaire entre les hommes et les femmes atteint 22% en 2017, soit l'un des écarts les plus élevés de l'Union européenne (moyenne de 16%),** Ministère du travail le 8 mars. En 2017, le salaire moyen en Slovaquie était de 1224 euros bruts mensuels pour les hommes et de 951 euros pour les femmes ; l'écart de salaire est le plus élevé pour la tranche d'âge 35-44 ans. Le Ministère du travail estime qu'en raison des congés liés à la maternité et aux absences sur le marché du travail en raison de l'éducation des enfants, les femmes passent en moyenne un tiers de temps de moins que les hommes sur le marché du travail.

- **La croissance du volume de la production industrielle atteint 7,2% en g.a en janvier 2019, soit le rythme de croissance le plus rapide observé depuis mars 2017,** SU le 11 mars. La croissance de la production industrielle a été tirée principalement par les secteurs de l'automobile (+38,1% en g.a) et de l'ingénierie mécanique (+22,7%), tandis que le secteur de la métallurgie a enregistré un repli (-7%).

- **Le nombre de firmes britanniques implantées en Slovaquie atteint 1466, soit un record historique à la veille du Brexit (prévu le 29 mars 2019),** Office statistique slovaque le 12 mars. Depuis 2015, quelques 478 entreprises britanniques sont venues implanter des filiales en Slovaquie. La capitalisation totale des firmes britanniques en Slovaquie atteint 1,061 milliard d'euros au 1er mars 2019, soit une hausse de 34% en un an.

Slovénie

- **Le taux de chômage s'établit à 5,8% de la population active en février 2019,** Bureau du travail slovène le 5 mars. La Slovénie compte ainsi 80 755 chômeurs au 28 février 2018. Le taux de chômage calculé par le Bureau du travail diffère néanmoins de celui calculé par Eurostat sur les critères du Bureau international du travail (BIT) et servant aux comparaisons internationales ; Eurostat estime le taux de chômage à 5,2% en Slovénie en janvier 2019.
- **Le déficit public slovène atteint 52,9 millions d'euros sur le mois de janvier 2019, soit 0,1% du PIB prévu pour l'année 2019,** Ministère des finances le 5 mars. Les recettes publiques ont atteint 821,8 millions d'euros (+6,4% en g.a), tirée principalement par les recettes liées aux impôts sur le revenu et sur les sociétés (qui ont atteint 175,6 millions d'euros, +15,4% en g.a). Les dépenses ont atteint 874,6 millions d'euros (+14,6% en g.a) ; cette hausse des dépenses est principalement imputable à l'augmentation des cotisations de sécurité sociale au 1er janvier 2019.
- **Le profit cumulé des banques slovènes atteint 496 millions d'euros en 2018, soit une hausse de 17% comparée à 2017,** Banque centrale de Slovénie le 7 mars. Il s'agit du niveau de profit cumulé des banques le plus élevé depuis la crise économique de 2008-2009. Les revenus nets d'intérêt ont atteint 672 millions d'euros (+3% par rapport à 2017) et les revenus autres que ceux liés aux intérêts ont atteint 482 millions d'euros (+14% par rapport à 2017) en 2018.

- **La hausse des coûts de la main d'œuvre atteint 1,1% en g.a au quatrième trimestre 2018,** Office statistique slovène le 7 mars. Ce résultat marque un net ralentissement du rythme de croissance des coûts de la main d'œuvre en Slovénie qui avait atteint respectivement 4,8% au premier, 3,5% au deuxième et 1,8% aux troisièmes trimestres 2018. La croissance des coûts de la main d'œuvre avait atteint pour rappel 6,2% en g.a au quatrième trimestre 2016 et 5,3% en g.a au quatrième trimestre 2017. Le ralentissement de la hausse des coûts de la main d'œuvre suit celui de la hausse de la productivité du travail, dont la croissance en 2018 n'atteint que 0,1%.
- **L'excédent du commerce extérieur slovène atteint 120,9 millions d'euros sur le mois de janvier 2019,** Office statistique slovène le 12 mars. Sur le mois de janvier, les exportations ont atteint 2,708 milliards d'euros (+13,7% en g.a) et les importations 2,587 milliards d'euros (+8,7% en g.a). A titre de comparaison, l'excédent du commerce extérieur slovène avait atteint un million d'euros sur le mois de janvier 2018.

ETATS BALTES

Estonie

- **Le salaire moyen atteint 1310 euros bruts mensuels en Estonie en 2018, soit une hausse de 7,3% en termes nominaux et de 3,7% en termes réels comparé à 2017,** Office statistique estonien le 1er mars. Le salaire moyen atteint respectivement 1393 euros bruts mensuels dans la fonction publique (+10,1% par rapport à 2017 en termes nominaux) et 1283 euros bruts mensuels dans le secteur privé (+6,4% par rapport à 2017 en termes nominaux). Au mois de décembre 2018, le salaire moyen a atteint 1455 euros bruts mensuels, soit le maximum historique dans le pays. Les salaires les plus élevés ont été observées dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (2172 euros bruts mensuels), de la finance et des assurances (2154 euros) et de l'énergie (1857 euros), à l'opposé les salaires les plus faibles ont été observé dans les secteurs de la restauration (854 euros), des activités immobilières (1050 euros) et artistiques (1111 euros). Les plus fortes hausses de salaires ont été enregistrées dans les secteurs de l'éducation (+13,1% en termes nominaux) et du commerce de détail (+10,8%), tandis que la hausse n'atteint 1,2% dans l'administration. D'un point de vue territorial, les salaires les plus élevés ont été enregistrés dans les provinces de Harju (1455 euros) et de Tartu (1289 euros), les plus faibles dans la région de Hiiu (944 euros) et de Saare (987 euros) ; les salaires ont augmenté dans toutes les régions du pays en 2018. En termes nets, la hausse des salaires atteint 12% (soit un gain de pouvoir d'achat de 8,4% pour les ménages compte de l'inflation). Les dépenses de consommation des ménages ont enregistré une hausse de 7,1% en 2018, soit une progression inférieure au salaire net et favorisant l'épargne ; la moitié de la population est parvenue à épargner en 2018 mais 40% des ménages ont moins de 1000 euros d'épargne, et 5% des ménages concentrent 50% du niveau général de l'épargne.
- **Le volume des ventes du commerce de détail atteint 556,8 millions d'euros sur le mois de janvier 2019, soit une hausse de 6% en g.a,** Office statistique estonien le 4 mars. Le volume des ventes du commerce de détail a enregistré respectivement une hausse de 24% en g.a pour le carburant, 2% pour les produits alimentaires et 6% pour les produits non-alimentaires. Comparé au mois de décembre 2018, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 2% (données ajustées des variations saisonnières).
- **Le prix moyen de l'immobilier à l'achat à Tallinn était de 1895 euros le mètre-carré en février 2019, soit une hausse de 2,6% en g.a.** Comparé au mois de janvier dernier, le prix moyen de l'immobilier à l'achat a baissé de 1,7% en février. Dans le reste de l'Estonie (hors Tallinn), le prix moyen de l'immobilier à l'achat était 791 euros le mètre carré en février 2019, soit une hausse de 8,9% en g.a et de 5,5% comparé au mois de janvier dernier.
- **La croissance du volume de la production industrielle atteint 4,7% en g.a en janvier 2019, soit la croissance la plus rapide depuis décembre 2017,** Office statistique estonien le 5 mars. La croissance de la production industrielle a été tirée principalement par l'énergie (+14,6% en g.a) et l'industrie manufacturière (+3,7% en g.a), tandis que la production dans le secteur de l'exploitation des minerais et carrières a chuté de 1,2% en g.a janvier dernier. Comparé au mois de décembre 2018, la croissance du

volume de la production industrielle atteint 0,9% en janvier ; la croissance atteint respectivement 8,2% pour l'exploitation des minerais et carrières, 2,6% pour l'énergie et -0,3% pour l'industrie manufacturière.

- **La croissance du PIB estonien a atteint 3,9% en 2018,** Swedbank le 5 mars. La croissance du PIB estonien est supérieure à 3% par an depuis 2016 mais le rythme de croissance devrait ralentir à 2,9% d'après les prévisions d'hiver de la Commission européenne. Les secteurs ayant contribué le plus largement à la croissance en 2018 étaient ceux de la construction (1,2pp), l'industrie manufacturière (0,7pp), les transports (0,6pp) et les technologies de l'information et de la communication (0,5pp).
- **Les profits cumulés des entreprises ont atteint 2,9 milliards d'euros en 2018, soit une hausse de 4% par rapport à 2017.** Les entreprises ont par ailleurs réalisé 2,3 milliards d'euros d'investissement, un montant similaire à 2017. L'augmentation des profits s'explique par une concentration des investissements dans les machineries nécessaires à la modernisation de l'industrie, ce qui a contribué à une hausse de la productivité par employé de 5% dans le secteur privé (s'élevant désormais à 23 900 euros par employé en 2018).
- **L'inflation atteint 2% en g.a en février 2019, soit une décélération de 0,7pp comparé à janvier dernier,** Office statistique estonien le 7 mars. L'inflation reste principalement tirée par les prix des services d'éducation (+7,3% en g.a), du logement (+5,5% en g.a), des services culturels (+3,7%) et de restauration (+3,6%), tandis que les prix des services de communication (-4,3%), des transports (-1%) et des chaussures (-0,3%), ont contribué à ralentir l'inflation. Entre janvier et février 2019, le niveau général des prix a augmenté de 0,2% en Estonie. Pour rappel, l'inflation avait atteint 3,4% sur l'ensemble de l'année 2018.
- **Le déficit du commerce extérieur estonien atteint 119 millions d'euros sur le mois de janvier 2019 (contre 218 millions en janvier 2018),** Office statistique estonien le 11 mars. Sur le mois de janvier dernier, les exportations ont atteint 1,156 milliards d'euros (+12% en g.a) et les importations 1,275 milliard d'euros (+2% en g.a). Les principaux partenaires de l'Estonie étaient la Finlande (16% des exportations totales), la Suède et la Lettonie (10% chacune), les Etats-Unis (9%) et l'Allemagne (7%) ; les principaux fournisseurs de l'Estonie étaient la Finlande (12% des importations totales), la Lituanie (11%), l'Allemagne (10%), la Suède et la Lettonie (9% chacune). 71% des exportations estoniennes étaient à destination de l'Union européenne et 77% des importations provenaient de l'Union européenne.
- **L'Estonie comptait près de 10 500 emplois vacants au quatrième trimestre 2018,** Office statistique estonien le 11 mars. Le nombre d'emplois vacants en Estonie est supérieur à 10 000 depuis le premier trimestre 2017 et au quatrième trimestre 2018, le taux d'emploi vacants s'établit à 1,8% de la population active. Les plus forts taux d'emplois vacants ont été enregistrés dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (3%) et de l'administration publique (2,4%), tandis que les taux les plus faibles ont été observés dans les secteurs de l'exploitation des minerais et carrières (0,2%) et de l'immobilier (0,5%). 60% de tous les emplois vacants étaient situé dans la capitale, Tallinn.

Lettonie

- **L'inflation atteint 2,9% en g.a en février 2019,** Bureau des statistiques letton (CSB) le 8 mars. La hausse du niveau général des prix en un an atteint 2,9% pour les biens comme pour les services. L'inflation en Lettonie est actuellement tirée principalement par le prix de l'alcool et du tabac (+8,4%) en g.a en février dernier), des logements (+6,2%) et des services d'hôtellerie et restauration (+4,2%). A l'opposé, la hausse des prix de l'alimentation n'a été que de 1% sur un an en février, même si certains produits tels les pommes de terres (+23,9%), les légumes (+13,5%), le pain (8,6%), les céréales (+7,5%) et les produits de boulangerie (+5,3%) ont enregistrés une hausse marquée de leurs prix. Comparé au mois de janvier 2019, le niveau général des prix a augmenté de 0,1% en Lettonie en février dernier. CSB note que les prix à la consommation en Lettonie ont augmenté de 7% entre 2015 et février 2019 ; la hausse atteint 5,7% pour les biens et 10,2% pour les services.
- **Le taux de chômage atteint 6,7% de la population active et la Lettonie compte 62 477 chômeurs fin février 2019,** Bureau du travail letton le 11 mars. Comparé à fin janvier dernier, le nombre de chômeurs a augmenté de 526 personnes en février. Le Bureau du travail anticipe une poursuite de la baisse du taux de chômage au cours de l'année 2019 pour s'établir à 5,9% à la fin de l'année. Le taux de chômage calculé

par le Bureau du travail letton diffère néanmoins de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du BIT et qui s'établit à 7,3% de la population active en janvier 2019.

- **Les dépenses liées au logement représentaient en moyenne 150 euros par mois pour les ménages en Lettonie en 2018,** CSB le 8 mars. Entre 2017 et 2018, les dépenses liées au logement ont augmenté de 8,8% et celles-ci représentent désormais 13,4% du revenu disponible des ménages (ou 65 euros par mois et par personne). A titre de comparaison, les dépenses mensuelles liées au logement étaient en moyenne de 126 euros par ménage en 2011 et représentaient alors 17,9% du revenu disponible des ménages. En 2018, les plus fortes dépenses liées au logement étaient enregistrées à Pieriga (186 euros par mois et par ménages) et à Riga (173 euros), les plus faibles à Zemgale (139 euros), Kurzeme (125 euros) et Vidzeme (124 euros) et Latgale (98 euros). 28% des ménages estimaient les dépenses liées au logement comme un problème financier majeur. Les estimations du Bureau des statistiques montrent qu'en 2018, les dépenses liées au logement représentaient par mois un montant de 129 euros pour les ménages d'une personne âgée de 16 à 64 ans, de 94 euros pour les ménages d'une personne âgée de plus de 65 ans, de 140 euros pour un couple sans enfant, de 176 euros pour un ménage d'un adulte avec un enfant, de 225 euros pour un couple avec un enfant, de 237 euros pour un couple avec deux enfants et de 245 euros pour un couple avec trois enfants ou plus.
- **Le déficit du commerce extérieur letton atteint 144,2 millions d'euros sur le mois de janvier 2019,** CSB le 12 mars. Au mois de janvier dernier, les exportations ont atteint 962,5 millions d'euros (-0,6% en g.a) et les importations 1106,7 millions d'euros (+0,3% en g.a). Le déficit du commerce extérieur est resté quasiment stable par rapport au niveau atteint en janvier 2018. Les principaux partenaires commerciaux de la Lettonie en janvier 2019 étaient la Lituanie (16% des exportations totales), l'Estonie (12,2%), l'Allemagne (8,4%), la Suède (7,8%), la Russie (7,1%) et le Royaume-Uni (6,4%) ; ses principaux fournisseurs étaient la Lituanie (17,2% des importations totales), l'Allemagne (10,7%), la Pologne (9,4%), l'Estonie (8,2%), la Russie (7,3%) et la Finlande (5%). 76,4% des exportations estoniennes étaient à destination de l'Union européenne et 75,8% des importations estoniennes provenaient de l'Union européenne.

Lituanie

- **Le taux de chômage s'établit à 9,2% de la population active en février 2019,** Bureau du travail lituanien le 6 mars. Comparé au mois de janvier dernier, le taux de chômage a enregistré une hausse de 0,1pp. La Lituanie compte en revanche actuellement quelques 23 000 emplois vacants fin février, un chiffre en hausse de 10% par rapport au mois de janvier. Le Bureau du travail lituanien anticipe une baisse du taux de chômage dans les mois à venir, principalement en raison du redémarrage de secteurs tels la construction, le tourisme et l'agriculture au printemps et en été. On notera que le taux de chômage calculé par le Bureau du travail lituanien diffère nettement de celui calculé par Eurostat sur les critères du BIT et servant de base aux comparaisons internationales, qui atteignait 6,2% en janvier 2019.
- **La Lituanie est le pays de l'Union européenne où l'écart de taux d'emploi entre les hommes et les femmes est le plus faible.** Dans l'UE à 28, le taux d'emploi des 20-64 ans atteignait 78% pour les hommes et 66,5% pour les femmes en 2017, soit un écart de 11,5pp. En Lituanie, cet écart était seulement de 1pp en 2017.
- **L'inflation atteint 2% en rythme annuel en février 2019, soit une accélération de 0,3pp comparé à janvier dernier,** Office statistique lituanien le 8 mars. L'accélération du rythme de l'inflation est principalement imputable à la hausse des prix alimentaires de 0,8% en rythme annuel en février, après trois mois consécutifs de baisse.
- **Le déficit du commerce extérieur lituanien atteint 87,8 millions d'euros sur le mois de janvier 2019,** Office statistique lituanien le 12 mars. Le déficit du commerce extérieur est en nette baisse comparé aux 252,5 millions d'euros enregistrés en janvier 2018 et il s'agit du plus faible montant du déficit enregistré en termes mensuels depuis treize mois. Sur le mois de janvier 2019, les exportations ont augmenté de 7,8% en g.a et le volume des importations est resté inchangé comparé à janvier 2018. Les principaux partenaires commerciaux de la Lituanie étaient la Russie (10,6% des exportations totales), la Pologne (8,9%), la

Lettonie (8,6%) et l'Allemagne (8,2%) ; ses deux principaux fournisseurs étaient la Russie (19,6% des importations totales) et l'Allemagne (11%).

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets de calendrier

cvs : corrigé des variations saisonnières

g.a. : glissement annuel

g.t. : glissement trimestriel

IPC(H) : indice des prix à la consommation (harmonisé)

IPI : indice de la production industrielle

IPP : indice des prix à la production

PECO(B) : pays d'Europe centrale et orientale (balte)

pb : points de base

pp : points de pourcentage

volume : à prix réels (donnée mesurée aux prix de l'année précédente chaînés)

PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Slovénie	Estonie	Lettonie	Lituanie
PIB (variation N/N-1 en %)*								
2018	5,1	4,8	2,9	4,2	4,4	3,5	4,7	3,6
2019	3,5	3,4	2,9	4,1	3,1	2,9	3,1	2,7
2020	3,2	2,6	2,7	3,5	2,8	2,4	2,6	2,4
Inflation (variation annuelle)*								
2018	1,2	2,9	2,0	2,5	1,9	3,4	2,6	2,5
2019	2,3	2,8	2,1	2,5	1,9	2,8	2,7	2,2
2020	2,7	3,0	1,9	2,4	2,1	2,3	2,1	2,1
Chômage (% population active)								
2018	3,3	3,6	2,4	6,9	5,6	5,7	7,3	6,5
2019	2,9	3,3	2,5	6,3	5,3	6,0	6,7	6,3
2020	2,8	3,2	2,6	6,0	5,1	6,0	6,5	6,3
Solde public (% PIB)								
2018	-0,9	-2,4	1,4	-0,6	0,5	0,5	-0,8	0,6
2019	-0,9	-1,9	0,8	-0,3	0,4	0,5	-1,0	0,4
2020	-1,0	-1,8	0,7	-0,1	0,2	0,2	-0,7	0,1
Dette publique brute (% PIB)								
2018	49,2	72,9	33,2	48,8	70,2	8,0	37,1	34,8
2019	48,3	70,3	32,1	46,4	66,3	7,6	35,5	37,9
2020	47,4	68,6	31,2	44,2	62,6	7,5	35,7	37,6
Solde courant (% PIB)								
2018	-0,6	1,2	-0,5	0,0	7,5	3,5	0,0	-0,8
2019	-0,9	0,0	-0,5	1,2	7,1	3,2	-0,4	-0,8
2020	-1,3	0,3	-0,1	2,1	6,7	3,2	-0,4	-0,6

Notation de la dette souveraine

Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.
S&P	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	A+	Positive	AA-	Stable	A	Stable	A	Stable
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	A1	Positive	A2	Positive	Baa1	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Stable
Fitch	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	A-	Stable	AA-	Stable	A-	Stable	A-	Positive

* Prévisions intermédiaires d'hiver 2019

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Service Economique Régional de Varsovie
Ambassade de France en Pologne
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région

Validation : Benoît GRESS

Version du 13/03/2019